

LE BULLETIN

Club des journalistes cambodgiens & InfoSud

Avril 2014



Mondolkiri La perte des terres menace l'identité des Bunong

Remerciements

Issus de différents organes de presse du Cambodge –presse écrite, radio, médias en ligne–, nous sommes 10 journalistes à avoir réalisé le Bulletin “Mondolkiri : la perte des terres menace l’identité des Bunong”, avec l’appui de six formateurs cambodgiens, suisses et français.

Ce journal n’aurait pas été possible sans la coopération de la communauté Bunong de Bousra, que nous tenons à remercier pour son accueil et pour avoir accepté de partager ses difficultés. Merci aussi pour son service de transport express (à moto) sur les lieux de reportage. Notre reconnaissance va particulièrement à M. Plang Sin, leur représentant, pour sa disponibilité et les contacts qu’il nous a transmis et qui ont facilité notre collecte d’informations. De la même manière, M. Bill Herod, directeur du Bunong Place à Sen Monorom, a joué un rôle prépondérant par sa connaissance de l’histoire de cette minorité et la mise à disposition de son carnet d’adresses.

Dans la région du Mondolkiri, nous remercions pour leurs informations et leur temps M. Kong Am, coordinateur des programmes de l’ONG My Village, M. Sun

Saroeun, directeur du département de l’Information, et M. Im Channa, directeur du département de la Culture. Nous remercions aussi M. Try Horng, conseiller juridique de l’ONG Forum Syd, qui nous a permis de mieux comprendre l’impact des accaparements de terres sur les Bunong.

Pour leur soutien financier, nous sommes vivement reconnaissants envers l’Etat de Genève, l’ONG Forum Syd et les communes de Plan-les-Ouates et Bernex, sans qui notre formation et la réalisation de ce magazine n’auraient pas pu avoir lieu. Ce fut pour nous l’occasion d’avoir de riches échanges sur ce sujet d’actualité brûlant.

Pour avoir facilité la tenue de cette formation, nos remerciements vont également à M. Chea Chanboribo, secrétaire d’Etat à l’information, M. Pen Samitthy, président du Club cambodgien des journalistes, Mme Delphine Vann, directrice de Forum Syd et M. Bin Soheat, responsable des programmes médias pour Forum Syd. Nous espérons que nos lecteurs parcourront ce bulletin avec autant d’intérêt et d’enthousiasme que nous avons eu à le réaliser. **L’équipe de la rédaction**

Les auteurs du Bulletin



Premier rang, de gauche à droite : Carole Vann (formatrice, agence InfoSud, Suisse), Chhouk Bora (journal en ligne DAP), Ky Soklim (formateur, journal en ligne Thmey Thmey), Chet Sreynhep (journal en ligne Cambodia Express News), Kann Vicheika (radio Voice of Democracy), Chem Hout (AM Radio), Sandra Titi-Fontaine (formatrice, agence InfoSud, Suisse).

Deuxième rang, de gauche à droite : Uong Rotana (journal Phnom Penh Post), Leang Delux (formateur, journal en ligne Thmey Thmey), Ren Rottanak (journal en ligne Thmey Thmey), Som Vichet (journal Kampuchea Thmey), Anne-Laure-Porée (formatrice, agence InfoSud, Suisse), Meas Sovuthy (journal Monakseka Khmer), Oung Vuth (journal Khmer Daily), Kong Bunna (radio FM 102). L’absent de cette photo : Im Navin (formateur, journal en ligne Thmey Thmey).

Edito

Bien que nous soyons issus d’organismes de presse très différents, nous poursuivons le même objectif : publier à destination du grand public ainsi que des institutions nationales et internationales un magazine d’information consacré à la perte des terres et des traditions des minorités Bunong dans le Mondolkiri, après que le gouvernement ait accordé des concessions à des compagnies privées.

Avant d’arriver dans cette province du Nord-Est, nous imaginions que nous observerions la vie des minorités ethniques vivant dans les forêts, travaillant en rotation des cultures, faisant des offrandes aux ancêtres, portant des habits traditionnels, de grosses boucles d’oreilles ou encore plusieurs colliers autour du cou comme le veut leur coutume.

La réalité n’avait rien à voir avec ce que nous avions anticipé. Leur mode de vie a changé à cause de la perte de terres. L’assolement qui s’étendait sur plusieurs hectares devient difficile. Les forêts épaisses ne cessent de rétrécir et vont disparaître à cause des compagnies venues investir. Ainsi les minorités ethniques sont non seulement confrontées à ces problèmes mais aussi à la perte graduelle de leur identité. Tous nos articles publiés dans ce Bulletin d’information illustrent les difficultés des Bunong qui réclament des mesures immédiates de la part du gouvernement, afin d’éviter que les projets de développement ne mènent à la perte d’identité.

Les rédacteurs

Sommaire



4 Les minorités Bunong ne bénéficient pas du développement

6 Toujours moins de terres, toujours plus de protestations

8 Perte de terres, liberté volée

10 Plang Sin, défenseur de sa communauté

12 La difficile reconversion des Bunong

14 Naissance d’une nouvelle agriculture

16 Le bouleversement en images

20 Les enfants réclament le retour des terres ancestrales

24 Mal protégées, les traditions des Bunong sont menacées de disparition

26 Quand les bulldozers réduisent les tombes en miettes



Crédit photo de la une prise dans un champ traditionnel : Anne-Laure Porée

Les minorités Bunong du développement

Les sociétés qui exploitent les terres ancestrales des Bunong contribuent très peu à leur modernisation. Les chantiers réalisés dans les écoles ou les centres de santé ne seraient qu'un leurre.

Bon nombre de Bunong, installés dans le village de Bousra, accusent deux entreprises étrangères de leur avoir confisqué leurs terres en leur promettant de soutenir le développement socio-économique de leur communauté. Désabusés, ils pointent du doigt deux compagnies: l'européenne Socfin et la vietnamienne Dac Lac.

Pour de nombreux membres de cette ethnie, seule l'activité d'agriculteur indépendant permet de rester maître de son destin. Une conviction que partage Kroh Sok. Mais malgré cela, ce solide Bunong d'une trentaine d'années a accepté un emploi comme agent d'hygiène à l'école de Bousra. Pour ce travail, il perçoit un salaire de 200 000 riels (environ 44 francs suisses), versé par l'entreprise vietnamienne. Quelques mois après avoir commencé, il a cependant décidé de démissionner: « Travailler dans une entreprise vous fait perdre votre liberté. J'ai des horaires imposés, avec des tâches définies que je ne choisis pas, et cela ne me convient pas. »

Des investissements en trompe-l'œil

Pourtant, les Bunong ne refusent pas la modernité, bien au contraire: ils l'espèrent. Selon Plang Sin, 54 ans, l'un des représentants les plus actifs de la communauté Bunong de Bousra, ils attendent un vrai projet, porteur d'un réel bénéfice socio-économique pour les ethnies locales. « Nous accueillons à bras ouverts les entreprises qui souhaitent porter notre communauté vers le développement. Tant que leurs agents ne malmènent pas nos frères, en les entraînant dans des conflits fonciers où les sociétés gagnent toujours en abusant de leur pouvoir grâce à leur argent. Les investisseurs étrangers qui veulent exploiter nos terres doivent valoriser notre communauté. Avant tout, nous voulons être consultés avant la mise en place d'un projet. Actuellement, les entreprises n'ont que le gouvernement comme interlocuteur. »

Mais selon le représentant local de Dac Lac, Kroeung



Monsieur Kroh Sok montre le canal creusé par la compagnie pour limiter la frontière de la concession. (Meas Sovuthy)

Sin, la volonté de sa société est surtout de « moderniser » les habitudes de vie des Bunong: de la riziculture en passant par l'arrachage des lianes, l'élevage ou la chasse, l'entreprise vietnamienne les pousse à devenir commerçants, ouvriers ou à travailler pour cette même compagnie. « Dac Lac s'est alliée avec les autorités locales pour agrandir plusieurs bâtiments communaux existants, souligne Kroeung Sin. Nous avons ajouté des salles de classe dans l'école, réparé les murs du centre de santé... Dac Lac contribue aussi au paiement des salaires des militaires, du chef de village, du chef

ne bénéficient pas



Les concessionnaires font des routes pour faciliter l'exploitation des terres. Les Bunong sont peu sensibles à cet aspect du développement. (Vann Carole)

de la commune et du personnel communal de Bousra. Nous avons également fourni un travail à de nombreux Bunong, en les embauchant pour la construction des routes et le travail dans les plantations. »

Certes, les Bunong ne nient pas que certains investissements locaux faits par les compagnies étrangères servent la communauté. « Les nouvelles routes facilitent la vie des minorités, reconnaît Sok Ratha, le représentant de l'Association pour le développement et les droits humains au Cambodge (Adhoc) dans le Mon-

dolkiri. Mais ces voies de circulation sont également indispensables pour l'entreprise elle-même. » Selon lui, ces réalisations ne sont qu'un leurre de l'entreprise, pour mieux amadouer les Bunong. « Ces routes servent avant tout à faciliter la venue des employés sur leur lieu de travail. Et le salaire du personnel n'est pas versé de façon régulière. Quant aux écoles et aux centres de santé, l'entreprise ne procède qu'à de légers travaux. Les classes manquent de professeurs, et le centre de santé n'a pas de médicaments. »

Meas Sovuthy

Toujours moins toujours plus

Alors que les paysans entament la saison des cultures dans les rizières, les associations de droits de l'Homme craignent l'explosion de violentes manifestations dans la province de Mondolkiri. Interview de Sok Ratha, représentant de l'Association de droits de l'Homme et du développement du Cambodge (Adhoc) dans le Mondolkiri.

Le Bulletin : Le conflit foncier entre les Bunong et les entreprises privées basées au Mondolkiri a débuté depuis 2008. La question reste aujourd'hui brûlante. Les Bunong réclament sans relâche les forêts de leurs ancêtres. Quels sont les lieux touchés ? Combien de familles sont affectées ?

Sok Ratha : Je n'ai pas encore de chiffres exacts. Mais je peux vous confirmer qu'au Mondolkiri, les conflits fonciers explosent presque partout. Par exemple, les 82 familles du village de Laïka qui ont des problèmes sont pour la plupart des minorités ethniques. Les familles khmères, elles, sont plutôt des fonctionnaires, chefs de village, journalistes ou enseignants. Ainsi, nous avons reçu des plaintes des minorités contre la société Villa Development qui appartient au vice-gouverneur du Mondolkiri. L'entreprise aurait fait table rase de 30 hectares, coupant les arbres dont les minorités tirent leur résine. Au village Nang Kloek dans la commune de Sesane, la société Kson a rasé les champs, les forêts et les cimetières des minorités. Bref, ce conflit s'étend partout dans cette province. Jusqu'à maintenant, aucune solution n'a été avancée.

Cela entraîne-t-il des manifestations violentes ?

Oui, exactement. Il y a souvent des manifestations un peu partout. Mais je ne vais citer que deux cas. La première fois, les manifestants ont brûlé des engins d'une société, et certains ont été arrêtés. Ils ont été libérés peu après. Une autre fois, en février, les violences ont éclaté dans le district de Keo Seyma, des abris ont été brûlés et trois personnes ont été détenues. Les habitants se sont plaints que les autorités les avaient forcés à quitter les lieux. Tandis que les autorités ont rejeté la faute sur les citoyens, arguant que ces derniers s'étaient installés dans une zone protégée.

Vous suivez ce problème de conflits fonciers depuis des années. Craignez-vous qu'un jour toute la province de Mondolkiri s'enflamme ?

Effectivement, cela m'inquiète énormément. Lors des divers conflits avec la société Kson dans le district de Koh Nhiek, plusieurs membres des minorités se sont déclarés prêts à affronter la mort pour récupérer leur terre. Ce que je craignais le plus est arrivé. Durant la saison des pluies, à partir de mai, les minorités doivent commencer à cultiver leurs champs, sur les terres qui leur appartenaient jusque-là. Mais les sociétés ont fait main basse dessus, le gouvernement les leur ayant accordé en concession. Je n'ose imaginer comment vont réagir les minorités.

Selon vous, quelles sont les mesures que doit prendre le gouvernement pour résoudre ce problème ?

Il faut avant tout que les autorités respectent et appliquent les lois foncières. Nous avons d'ailleurs demandé aux entreprises et aux autorités compétentes de faire une enquête et de bien étudier les projets avant de déposséder les minorités de leurs terres comme cela s'est fait. Les sociétés ne sont jamais venues collecter des informations avant de s'installer sur place, leur direction n'a jamais parlé avec les minorités pour essayer de comprendre les conséquences sur leur vie quotidienne.

Comment voyez-vous ce problème de conflits de terre dans le reste du pays ?

Le problème est le même partout. A cause de la mauvaise application des lois foncières, de l'absence d'études d'impact des projets de développement, le pays pourrait s'embraser.

Propos recueillis par Chuok Bora

de terres, de protestations



« Les sociétés ne sont jamais venues collecter des informations avant de s'installer sur place, leur direction n'a jamais parlé avec les minorités pour essayer de comprendre les conséquences sur leur vie quotidienne »

Sok Ratha, responsable d'Adhoc au Mondolkiri.
(Meas Sovuthy)

Perte de terres,



Srom Krun, un Bunong qui a perdu sa terre, estime que la liberté d'aller chercher de quoi se nourrir est menacée. (Kong Bunna)

Un Bunong sans terre est un Bunong sans métier. Difficile de se reconverter quand votre travail au champ a toujours réglé votre vie, à commencer par l'organisation de votre famille.

Hreut Keut ne peut plus aller à l'école du village de Bousra. A 12 ans, cette jeune Bunong doit rester à la maison pour s'occuper de ses 6 petits frères et sœurs. Pourtant, cette fillette adorait étudier. Mais depuis que ses parents ont perdu leurs terres, ils ont dû accepter le travail offert par la compagnie vietnamienne qui les a spoliés de leurs champs. D'agriculteurs indépendants, ils sont devenus des forçats de la terre, embrigadant la grande sœur

de Hreut avec eux : aujourd'hui ils plantent du manioc à la chaîne à dix kilomètres de leur maison, pour un salaire misérable.

Alors que ses cadets jouent devant la maison, Hreut Keut s'active aux tâches ménagères. « Sinon je m'ennuie », confie-t-elle. Non pas qu'elle refuse de jouer avec ses frères et sœurs, mais la fillette regrette surtout le temps passé auprès de ses parents avant qu'ils ne perdent leurs terres. « Tous les jours mes parents et mon aînée partent au travail à l'aube et ne reviennent qu'en fin d'après-midi. Avant ils travaillaient moins », déplore la fillette.

Elle n'a pas vraiment compris pourquoi ses parents devaient travailler pour la compagnie, mais dit avoir souvent vu sa mère s'énerver contre cette société qu'elle accuse d'avoir volé leurs terres. « Je ne veux plus que mes parents travaillent loin. D'autant plus que je dois prendre soin de mes petits frères et sœurs et faire la cuisine pour eux. Du coup, je n'ai plus le temps d'aller

liberté volée

à l'école. Et le professeur me reproche mes absences répétées ».

Pour Chhim Sa Horn, coordinateur des projets d'une ONG locale qui soutient les minorités ethniques, tous les enfants Bunong s'absentent plus ou moins régulièrement de l'école. Mais selon lui, la grande différence entre les deux situations est qu'aujourd'hui, il y a une vraie perte de convivialité dans la famille. Selon certains membres de l'ONG, la tradition Bunong veut que les parents amènent leurs enfants pour chercher des fruits dans les forêts. « C'est devenu impossible, les parents sont maintenant accaparés par leur travail auprès de la compagnie. Et ils doivent partir travailler de plus en plus loin pour gagner suffisamment d'argent pour soutenir toute leur famille », souligne Sa Horn.

A ce bouleversement familial s'ajoute le fait que les Bunong vivent mal le fait d'être quasiment privés du choix de leur métier. Un problème qui énerve particulièrement Srom Krun. Assis dans sa cabane en bois, cet homme de 62 ans exprime sa colère contre les compagnies qui, selon lui, ont volé les rizières.

Après une manifestation assez musclée côté Bunong, Srom Krun a pu récupérer une partie de ses terres, sur

lesquelles il a planté des haricots, du manioc et d'autres fruits et légumes. Il est certain qu'il gagne moins d'argent avec une surface cultivable plus restreinte. Mais ce vieux paysan refuse de vendre sa force de travail à la compagnie vietnamienne, comme l'ont fait d'autres de ses concitoyens. Il a trop peur de perdre sa liberté et de subir des pressions insoutenables. « Depuis l'époque de mes ancêtres, ma famille n'a jamais travaillé pour autrui. Nous voulons être libres de nous nourrir et de faire les choses par nous-mêmes, sans subir de reproches. »

Pour les Bunong, le changement de leurs conditions de vie s'est produit quand leurs terres ont été prises par ces compagnies privées. Si la plupart des familles ont essayé de changer de métier, très peu ont trouvé un emploi stable. Selon Plang Sin, membre respecté de la communauté Bunong et militant de la première heure, « quand ils n'ont plus de forêts pour chasser, cueillir les résines et les lianes, les Bunong doivent vendre leurs forces pour gagner leur vie. Mais ils ont les plus grandes difficultés à travailler ou faire du commerce comme les Khmers. » Pourtant, selon Plang Sin, malgré les difficultés, les Bunong ne quitteront jamais leur village.

Kong Bunna

La plantation compromet l'avenir de So Sam et sa famille

La terre et la forêt sont des sources de revenus infinies pour les Bunong. La famille de Mme So Sam, qui était auparavant assez aisée, a basculé dans la pauvreté après qu'un investisseur étranger ait obtenu en concession économique la terre qui était la sienne.

Habillée d'une manière typiquement khmère : avec le sampot et un vieux chemisier, Madame So Sam, 50 ans, lave dans un grand bol métallique de petits escargots et des crabes qu'elle a ramassés le long de la rivière en rentrant de son travail. Il est midi. Ces petits escargots et ces crabes vont servir de déjeuner à sa famille. Parlant le khmer avec un accent, So Sam raconte combien son niveau de vie était plus élevé avant 2008, avant l'arrivée des engins de la compagnie : « Auparavant, je possédais un terrain pour cultiver des tubercules et mon mari ramassait de la résine dans la forêt. Malheu-

reusement, on n'a plus de forêt, ni de terrain à cultiver ».

C'est pourquoi Madame Sam, qui a cinq enfants à charge, est contrainte de travailler comme ouvrière pour la compagnie qui lui a pris sa terre. « À partir du moment où notre terrain nous a été enlevé, trois de mes enfants ont abandonné les études, car ils doivent planter des arbres dans des champs contre un salaire. »

Grâce à ses activités, la famille gagne environ 30 000 riels par jour (7,5 \$). Cette somme reste très inférieure à ce qu'elle gagnait autrefois, insiste So Sam. Depuis la perte de son terrain, la famille gagne tout juste de quoi vivre au jour le jour. « Quel sera notre avenir ? Je ne le sais pas encore », confie So Sam.

Som Vichet

Plang Sin, défenseur

de sa communauté

Représentant des Bunong de Bousra, Plang Sin, épuisé par les recours inefficaces auprès des autorités, est bien décidé à chercher tous les moyens pour protéger les terres et la culture de sa communauté.

En décembre 2008, il y a eu une explosion de violences entre la communauté Bunong et des sociétés concessionnaires de terre. Ces tensions ont poussé Plang Sin à prendre la défense des Bunong dans leur lutte pour revendiquer leur terre communautaire perdue.

A l'époque, Plang Sin se souvient qu'avec d'autres villageois ils étaient en train de récolter du riz quand soudain ils ont vu les tracteurs d'une société privée (dont le nom a souvent changé), raser et détruire des champs de manioc. Les Bunong ont protesté et tenté de leur interdire l'accès. En vain, car cette entreprise affirmait qu'elle était dans son bon droit.

Le conflit s'est envenimé. Trois tracteurs de la société ont été brûlés par des Bunong venus des sept villages de la commune bien que Plang Sin leur ait expliqué qu'il ne fallait pas détruire les possessions de l'entreprise. Résultat : neuf Bunong ont été convoqués par le tribunal de première instance de la province.

Fatigue et moral en berne

Depuis, Plang Sin, 54 ans, trilingue en bunong, khmer et vietnamien, est un des représentants officiels de sa communauté. Ce grand homme mince au teint plutôt foncé et aux cheveux gris, assure les pourparlers avec les autorités et les sociétés qui ont confisqué les terres des Bunong. Il participe activement à la recherche de solutions avec l'entreprise qui cumule les contentieux tandis que les inquiétudes des Bunong se multiplient. Ils craignent de plus en plus la disparition de leur culture, de leur tradition et la perte des terres héritées de leurs ancêtres. Plang Sin est donc bien décidé à protester par tous les moyens. Les difficultés sont innombrables. Par exemple la langue utilisée dans les négociations et la stratégie de pourparlers. Plang Sin rappelle : « Les gens veulent que je négocie ouvertement, dans un face à face entre la société

vietnamienne et tous les Bunong. Parfois l'entrepreneur parle le vietnamien, alors moi, je discute en vietnamien. Mais mes compatriotes souhaitent que nous discussions en khmer. »

La communauté décide de nombreuses mesures. Elle organise par exemple une réunion de ses membres avant d'aller manifester contre une procédure judiciaire. L'objectif est de mettre la pression afin que le tribunal provincial n'inquiète pas les militants visés par les entreprises. Quelquefois, les sept villages de la commune coopèrent pour arrêter un certain nombre de Vietnamiens qui défrichent illégalement.

Les plaintes déposées auprès des autorités et du comité de résolution des conflits fonciers au niveau provincial ne leur ont cependant laissé que fatigue et

moral en berne. Elles n'ont donné aucun résultat. Plusieurs plaintes ont été portées auprès de la commune et de la préfecture. Mais cette dernière tracasse énormément Plang Sin et sa communauté en transmettant avec retard les dossiers au gouverneur. Il faut parfois compter deux à trois jours d'attente.

Au quotidien, la mission de Plang Sin consiste également à se rendre dans la capitale provinciale du Mondolkiri, Sen Monorom, pour participer à divers forums de défenseurs des droits de l'Homme. Il communique aussi aux journalistes les informations concernant les problèmes des Bunong.

Des chansons sur les conflits fonciers

Marié et père de quatre enfants, il affirme n'avoir jamais eu peur de flancher face à la puissance des autorités et des entreprises. « Si les citoyens sortent et se défendent tous ensemble, ils ne seront pas battus. » Sa famille le soutient à cent pour cent dans son travail et son engagement. Son épouse cultive parfois la rizière à sa place pour qu'il puisse partir défendre les

« Si les citoyens sortent et se défendent tous ensemble, ils ne seront pas battus »



Plang Sin, 54 ans, est un représentant de la communauté Bunong à Bousra. (Uong Rotana)

siens. Quelquefois, il se hâte de finir ses charges domestiques et son travail au champ pour se rendre à ses obligations de militant.

Toute son action a pour but de chercher des moyens pour protéger et maintenir la forêt communautaire au bénéfice des Bunong et protéger leur culture. Il a d'ailleurs construit à côté de sa maison une salle pour l'apprentissage de nouvelles danses et chansons au-

tour du thème des conflits fonciers. « On joue des pièces ou on compose des chansons dont le sujet est la perte de terres. » Chaque présentation est sponsorisée par des organisations non gouvernementales. En dépit du peu de résultats, en dépit de la fatigue qui l'envahit, Plang Sin est décidé à résister : « Le combat continue ».

Uong Rotana

La difficile reconver

Habités à trouver de quoi vivre dans la forêt ou au champ, les Bunong sont forcés de changer de métier pour survivre.

Un bouleversement qui ne s'opère pas sans difficultés et renoncements.

Depuis son enfance, Kleh Pho, une femme Bunong, utilise ses mains pour arracher des lianes ou cueillir des champignons. Mais aujourd'hui, elles lui servent surtout à vendre des nouilles ou des épices à sa clientèle dans le village de Pou Trum, où elle vient de s'installer. A l'instar de quelque 500 autres familles Bunong, cette jeune femme de 31 ans a quitté sa forêt ancestrale après la perte de ses terres, pour s'installer plus près de Sen Monorom, la capitale provinciale du Mondolkiri.

Il n'y a pas que son lieu de vie qui a changé : elle a aussi dû repenser son métier. Habillée à la mode, avec un pantalon rouge surmonté d'un chemisier à carreaux tout aussi pétillant, elle est devenue commerçante, et vend chaque jour des légumes, des boissons, des épices et d'autres ustensiles devant son

« Ceux qui exercent une activité autre que traditionnelle représentent à peine 1% des membres de la communauté »

modeste domicile. Elle confie être plutôt satisfaite de sa situation financière : « Avec le salaire d'ouvrier de mon mari, nos revenus avoisinent 40 000 riels par jour (9 francs suisses). Nous les utilisons surtout pour les études des enfants. »

Ancrés dans leurs traditions, l'immense majorité des Bunong cultivent leurs champs, chassent et cueillent pour vivre. Beaucoup se disent d'ailleurs incapables d'exercer d'autres métiers que ceux pratiqués dans leur communauté depuis des générations. Mais pas Madame Kleh Pho. C'est avec une pointe de timidité teintée d'excitation qu'elle décrit sa nouvelle activité : « J'ai installé mon stand devant ma maison. Comme les autres vendeurs, je dois réfléchir aux marchandises

dont les clients ont besoin, et commercer aussi avec les gens de mon village pour leur acheter leurs fruits et légumes. C'est un métier nouveau pour ma famille. Je rencontre donc beaucoup de difficultés pour attirer les clients et pour m'approvisionner. »

Nombreux obstacles

Et les obstacles sont nombreux. Illettrée et parlant khmer avec difficulté, elle rencontre de vrais problèmes dans l'exercice de son métier. Il lui arrive même de se faire escroquer : « J'ai rencontré tellement de problèmes au début ! Je ne savais même pas faire de simples calculs. Certains acheteurs m'ont trompée, j'ai fait crédit à des clients khmers ou vietnamiens qui ne m'ont jamais payée... Lorsque j'ai réclamé mon dû, ils se sont énervés, m'injuriant avec des mots qui sont contraires à ceux tolérés chez les Bunong. Chez nous, lorsqu'on a une dette, on finit toujours par rembourser. »

Malgré toutes ces embûches, Madame Pho savoure l'amélioration du niveau de vie de sa famille depuis qu'ils ont quitté la forêt : « Maintenant, j'ai de l'argent pour acheter une moto, du matériel électronique, des téléphones, et mes deux enfants sont scolarisés. »



Mme Bun Lang, à gauche, est devenue ouvrière sur la plantation d'hévéas vietnamienne. (Chem Hout)

sion des Bunong



Kleh Pho, commerçante du village de Pou Trum. (Chem Hout)

Familles perturbées

Aussi victime de la perte de ses terres, Madame Bun Lang, 50 ans, est restée vivre dans son village de Tou, proche de Sen Monorom. Avec son mari, ils sont passés d'agriculteurs indépendants au statut d'ouvrier dans la plantation d'hévéas locale, qui appartient à une société vietnamienne. A eux deux, ils gagnent 1 200 000 riels mensuels (environ 260 francs suisses). « C'est un montant bien plus important que les recettes obtenues auparavant grâce à la forêt communautaire », remarque-t-elle.

Cependant, cet argent ne fait pas complètement son bonheur. D'abord parce qu'elle s'est sentie contrainte d'abandonner ses terres et de prendre ce nouveau travail. Ensuite, elle n'apprécie guère son nouveau mode de vie : le rythme très soutenu du travail en plantation, et son éloignement, pèsent sur sa famille, « où le dialogue a presque disparu », regrette-t-elle.

Enrichissement illusoire

« Les Bunong n'ont pas eu d'autres choix que de changer de métier, remarque Sok Khan, directeur d'une organisation locale d'appui à cette communauté (CSO).

Ils n'ont plus assez de terres pour la riziculture, et la disparition des forêts entraîne la raréfaction de leurs moyens de subsistance. Ils ont dû abandonner leurs activités comme la chasse, la récolte du miel sauvage, l'arrachage de lianes... La perte de leurs terres les a obligés à renoncer à leur mode de vie indépendant et autosuffisant. Ils ont été forcés d'accepter de quitter leurs villages à la recherche d'un travail éloigné, et de quitter leurs proches. »

Certains se sont recyclés dans le tissage, d'autres ont trouvé un poste dans la fonction publique, certains ont ouvert de petits commerces, d'autres s'enfoncent toujours plus loin dans la forêt pour le déboisement. Mais cela ne représente qu'une faible proportion, selon Sok Khan : « Ceux qui exercent une activité autre que traditionnelle représentent à peine 1% des membres de la communauté. Dans un avenir très proche, la forêt de la province de Mondolkiri va complètement disparaître et les Bunong n'auront plus de travail, ni de revenu. L'amélioration de leur niveau de vie n'est donc qu'illusoire, car à court terme. »

Chem Hout

Naissance d'une nouvelle agriculture

Bien que les Bunong soient formés à différents métiers par des organisations non gouvernementales et l'autorité provinciale, ils sont toujours inquiets et ont la nostalgie de leurs terres ancestrales.

La cabane de quatre mètres sur quatre en zinc et en bois est entourée de fruits de dragon, de choux noirs, d'épineux, d'allium, de cucurbitacées, de citrouilles, de gingembre, de haricots longs, de citronnelle. Ce potager a été réalisé par Thoeun Khoeun, agriculteur Bunong du village de Tatchorb, après avoir été formé aux méthodes modernes d'agriculture familiale par l'organisation non gouvernementale My Village.

A l'exemple de Thoeun Khoeun, l'ONG a commencé à former environ 400 familles issues de minorités ethniques pour qu'elles soient capables de pratiquer une agriculture familiale contribuant à rehausser leur niveau de vie. Ces formations ont été mises en place dès que les minorités ont été menacées de perdre leurs terres agricoles accordées par le gouvernement en concessions économiques à des sociétés privées.

« Autrefois, j'avais un terrain d'environ 10 hectares. Maintenant, il ne m'en reste que deux » explique

Thoeun Khoeun, assis dans sa cabane. Habitué à pratiquer une rotation des cultures sur des parcelles plus grandes qu'il fallait défricher, et qui étaient situées à deux heures de marche du village, Thoeun Khoeun, 31 ans, semble content de son potager planté près de son domicile. Cependant, même si ces cultures aident momentanément, cela soulage très peu la famille de ses charges. Seul le champ traditionnel a jusqu'ici amélioré leur niveau de vie. « Cette maison et cette moto proviennent de la vente du manioc planté dans mon champ », relève Thoeun Khoeun en montrant la moto. Père de trois enfants, il exprime en même temps une grande inquiétude : « J'ai peur qu'à l'avenir mes enfants n'aient pas de terre à cultiver, car l'espace de cultures a beaucoup diminué. »

Les mécanismes des ONG et du gouvernement

Face à l'évolution du mode de vie et aux défis des Bunong, un certain nombre d'organisations de la société civile ont décidé d'offrir des formations spécialisées pour les aider à s'adapter, les former aux métiers agri-



Le canal, soutenu par Forum Syd pour aider les familles Bunong du village de Pou Tchop, sur la commune de Dak Dam. (Chet Sreynhep)

A SAVOIR

D'après ses recherches, Monsieur Kèm Ley, chercheur indépendant, confirme que le Cambodge comprend **plus de 45 000 familles** de minorités ethniques soit plus de 200 000 personnes vivant dans 15 provinces et villes du Cambodge. Pour lui, **presque la totalité d'entre elles ont été touchées** par la politique gouvernementale d'attribution de concessions économiques à des sociétés privées.



coles, et les aider quand leur terre cultivée est prise par les compagnies.

Monsieur Kham Signuon, directeur exécutif de l'ONG My Village, souligne que les champs traditionnels des Bunong sont menacés de disparition. Selon lui, pour qu'ils puissent se nourrir correctement et qu'ils échappent à la confiscation de leur terre, l'ONG leur a appris à enregistrer les terres communautaires, leur enseigne l'agriculture moderne, la protection des produits de la forêt, le tissage, l'élevage et la recherche de résine...

En parallèle des efforts de la société civile, Noy Sraun, directeur du département du travail et de la formation professionnelle du Mondolkiri, affirme que le gouvernement a mis en place des mécanismes visant à redresser le niveau de vie des Bunong en conflit avec des sociétés concessionnaires. Le centre de formation professionnelle du Mondolkiri a en effet offert des formations professionnelles à des pauvres parmi lesquels sont représentés les Bunong : réparation de motos, tailleur, tisseur, et d'autres métiers en agriculture.

Chet Sreynhep



L'agriculteur Thoeun Khoeun montre les produits issus de l'agriculture moderne des Bunong qui est le résultat d'une formation courte suivie auprès de l'ONG My Village. (Chet Sreynhep)

Le bouleversement en images



Ils ne peuvent plus récolter
la résine qui leur permettait
de gagner leur vie.

Carole Vann



Pour les Bunong, l'arrivée des bulldozers signifie la disparition des forêts.

Kann Vicheika



DR



Ren Rottanak

Quand leurs champs sont rasés, ils perdent leur culture de riz mais aussi tous les arbres fruitiers et les légumes qui font leur nourriture quotidienne.

Ils ont de plus en plus de mal à assurer le quotidien de leur famille et se résignent à vendre ce qu'ils cueillent au marché.



Anne-Laure Porée

Les Bunong reprochent aux autorités de ne pas les avoir consultés quand les concessions économiques ont été accordées.



Depuis quelques années les Bunong sont confrontés à l'arrivée massive de travailleurs khmers qui change en profondeur l'équilibre démographique.

Meas Sovuthy



Kong Bunna

Malgré les promesses des compagnies d'améliorer le système éducatif, beaucoup d'enfants Bunong ne vont pas à l'école ou très irrégulièrement.



Sandra Titi-Fontaine



Uong Rotana

Avec ce chamboulement, les églises chrétiennes gagnent du terrain. Elles convertissent et assurent l'éducation de base.

Les enfants réclament le retour des terres ancestrales

Les enfants Bunong veulent récupérer les forêts héritées de leurs ancêtres qui ont été ravagées par les entreprises, avec l'aval du gouvernement. Les récoltes de résine, de miel et de champignons dans la forêt avec leurs parents sont des souvenirs inoubliables. Ils veulent que les entreprises partent afin de laisser repousser la forêt.

« J'aime les arbres résineux car, grâce à eux, nous pouvons nous nourrir. Ma mère m'a dit que ces arbres sont source de vie. » San Phong est un garçon Bunong du village Laika, près de la capitale Sen Monorom dans la province de Mondolkiri. Ses parents vivent de la récolte de résine. San Phong parle un mélange de khmer et de Bunong, sa voix est douce. Du haut de ses 13 ans, il évoque la récolte des résines dans la forêt avec ses parents du temps de sa petite enfance : « Avant, notre forêt vierge arrivait jusque près du village. Elle appartenait à toute la communauté. Dès l'âge de 8 ans, je participais à la collecte de résine. Il fallait s'enfoncer 4 à 5 heures dans la forêt pour arriver aux arbres résineux. Nous y restions une semaine à dix jours le temps que les résines s'écoulaient dans nos seaux. »

Ces forêts aujourd'hui ne sont plus qu'un souvenir pour Phong. Les entreprises sont arrivées et ont détruit les arbres pour planter des hévéas.

« Leurs employés sont venus avec des armes, sans un mot d'explication »

Assis sur une chaise en bois à l'ombre agréable des anacardiés, ce garçon, plutôt petit au teint noir avec de grands yeux, raconte : « Actuellement notre forêt résineuse a été complètement ravagée par les entreprises. On plante des hévéas car ça rapporte plus. Si l'on veut aller récolter des résines, il faut se déplacer très loin. L'arrivée des entreprises privées, munies de licences accordées par le gouvernement sous l'étiquette de concession économique, n'a amené que des malheurs. »



San Phong vivant au village de Laïka. (Ren Rottanak)

La colère le tient alors qu'il poursuit : « Je déteste ces entreprises. Leurs employés sont venus avec des armes, sans un mot d'explication. Un jour, alors que ma mère et moi étions en train de ramasser des champignons en forêt, nous avons vu des excavateurs en train d'arracher les arbres. »

Une fois la forêt résineuse ravagée, les familles Bunong n'avaient plus de revenus pour leur vie quotidienne. La famille de Phong a en plus connu en 2012 d'autres malheurs. Le visage baissé, Phong se tourne vers sa cabane, juste derrière lui et murmure : « Mon père est décédé de maladie, l'hôpital a coûté très cher. Depuis, nous n'avons plus d'argent. Mes deux grands frères sont mariés, ils habitent loin, et je vis seul avec ma mère. Lorsque mon père est mort, je voulais partir à la recherche des résines avec d'autres villageois, mais ma mère ne m'a pas autorisé parce que la forêt se trouve très loin, et elle a affirmé que les entreprises avaient des hommes armés qui nous empêcheraient de traverser leurs plantations d'hévéas. »

Phong et sa mère ont depuis décidé de sarcler l'herbe dans une parcelle de terre de 30 m² derrière leur cabane pour planter des bananiers, des patates et des légumes. Ils vendent leurs récoltes au marché.

Il connaît parfaitement la forêt

Quand je lui ai demandé s'il allait à l'école, Phong a levé la tête et m'a regardé. Puis il a répondu : « Avant, j'y allais, mais jusqu'en classe de deuxième seulement. Je n'étais pas assez bon. Cela m'intéressait plus d'aller en forêt récolter les résines, le miel, ou arracher des lianes, car c'était plus gai. Il y a beaucoup d'autres enfants qui font l'école buissonnière. Ils partent tous en forêt. Puis ils retournent à l'école pour une ou deux semaines. Moi, j'ai totalement abandonné. »

Phong ne va pas à l'école, mais il connaît parfaitement la forêt. « La forêt est d'autant plus importante pour moi que je ne fais pas d'études. J'en dépends pour pouvoir vivre. Si les entreprises nous rendaient cet espace, les arbres pourraient repousser, nos villageois pourraient à nouveau récolter des résines pour gagner de l'argent. Toutefois, je sais que mon espoir ne restera qu'un rêve car cet espace est déjà plein d'hévéas. »

Khneun Lé a vécu une histoire semblable

Les difficultés qui ont suivi la destruction des forêts n'ont pas été l'apanage de San Phong et de sa famille. La jeune Khneun Lé a vécu une histoire semblable. Son teint blanc lui donne un air de métisse chinoise, mais ses traits rappellent son origine Bunong. Lé vit dans la commune de Sokhadom, près de Sen Monorom pendant plus d'une heure, elle raconte comment a été sa



Khneun Lé vivant au village de Sokhadom. (Ren Rottanak)

vie avant, puis après la disparition des forêts. Les récoltes des résines et des champignons avec sa famille dans la forêt restent des souvenirs inoubliables. Son rêve : que ces temps reviennent.

« Je suis très en colère. Mes aînés disent que la forêt est à nos ancêtres. Mais on nous l'a confisquée »

Assise sur un lit couvert de grandes planches en bois sous une maison au toit en zinc, cette jeune fille de 16 ans regarde ses deux petits frères en train de jouer à côté d'elle : « Mes parents ont cessé d'aller chercher de la résine depuis deux ou trois ans. Autrefois, ces arbres ne se trouvaient pas loin d'ici et j'y allais souvent avec eux. Maintenant, je ne peux plus, car il faut se déplacer très loin pour y arriver; et moi, je dois m'occuper de mes petits frères à la maison ». Lé prend soin d'eux quand les parents partent en forêt. En cela, son destin n'est pas très différent de la plupart des enfants dans la commune de Sokhadom. La situation fa-

miliale l'a obligée à abandonner ses études très jeune, juste après le conflit foncier.

« Je me suis arrêtée en classe de sixième. Même si je voulais poursuivre en septième, c'était impossible, car le collège et le lycée se trouvent au chef-lieu de la province, à une trentaine de kilomètres d'ici, très loin. Ceux qui ont de l'argent pourraient le faire. Mais moi, même si j'avais une moto, je ne pourrais pas y aller parce que je dois m'occuper de mes petits frères. Avant, la forêt résineuse se trouvait tout près d'ici, mes parents pouvaient les amener, maintenant, chaque fois qu'ils vont en forêt, ils y restent une à deux semaines, donc, ils ne peuvent pas amener mes deux jeunes frères. »

Remplacer les revenus de la résine

En plus de la garde de ses deux petits frères, Lé doit aider ses parents dans la plantation de légumes. Ce nouveau gagne-pain remplace la récolte de résine en forêt. La jeune demoiselle poursuit : « Autrefois, mes parents plantaient un peu de bananiers, de manioc, de maïs, maintenant ils les plantent en grande quantité, car le revenu provenant de la vente des résines ne suffit plus ».

Tout en racontant son histoire, en parlant de la perte de la forêt communautaire, en particulier des arbres résineux, Lé prend une voix de plus en plus dure : « Je suis très en colère. Mes aînés disent que la forêt est à nos ancêtres. Mais on nous l'a confisquée. Quand les résines étaient abondantes, ma maman me donnait de l'argent pour acheter des gâteaux, mais maintenant, elle dit que c'est difficile, qu'elle n'a pas d'argent, car il n'y a pas assez de résines ».

Le terrain agricole de Pran Dany a été volé

Phong et Lé ont perdu la forêt communautaire et des arbres résineux. Cependant, leurs parents possèdent à côté de chez eux des parcelles de terrains pour des plantations agricoles afin de compléter les besoins alimentaires quotidiens. Ce n'est pas le cas des parents d'une autre fille Bunong qui ont en plus perdu toute leur terre agricole.

Le terrain agricole de Pran Dany a été volé par un homme puissant possédant un terrain voisin. À l'âge de 15 ans, Dany a une bonne mémoire de cet événement il y a 5 ans, l'année où ses parents ont eu un conflit de terre avec cet homme. Assise dans une maison de taille moyenne, avec son petit frère de 2 ans, Dany se souvient de cet homme qui a clandestinement demandé le titre de propriété du terrain de 2 hectares qui appartenait à sa maman. Quoique Dany soit née dans une famille Bunong, ses parents n'avaient pas le même métier que d'autres familles. Ils n'allaient pas

chercher de résine en forêt. La vie de sa famille dépendait totalement des plantations de légumes dans le terrain qui lui a été volé.

Cette fille au teint brun clair, ayant une fossette, raconte : « Nous plantons toutes sortes de légumes et d'arbres fruitiers tels que bananiers, manioc, maïs, concombres, et lorsqu'ils donnent des fruits, nous les vendons au marché en province. Et maintenant, nous devons les planter dans la forêt lointaine, il faut marcher 4 à 5 heures. C'est tellement difficile de transporter les récoltes à la maison ». Dany énumère des difficultés de sa famille qui doit faire son agriculture dans un endroit, loin de son ancien terrain volé.

Pas tous le même destin

Ces trois enfants, Phong, Lé et Dany sont les enfants des familles Bunong dont l'enfance a souffert de la



Pran Dany vivant au village de Sokhadom. (Ren Rottanak)



Leuk Sreyneang, originaire de Dak Dam, est aujourd'hui étudiante en droit. (Ren Rottanak)

perte de forêt communautaire et de terrain agricole. Ils ont le même destin : privés d'école jusqu'en classe de neuvième, pourtant obligatoire.

Toutefois les enfants Bunong, malgré qu'ils aient vécu un cauchemar, n'ont pas tous le même destin. Leuk Sreyneang, dont la famille a aussi été victime d'un conflit foncier, a réussi à surmonter tous les obstacles pour faire des études à Phnom Penh ; et elle est maintenant en quatrième année de droit à l'Université royale de droit et de sciences économiques. Pendant qu'elle était au primaire, les 30 hectares de ses parents ainsi que ceux d'autres villageois ont été confisqués par des hommes puissants de la province de Mondolkiri qui affirmaient que ces terres appartenaient à l'État.

Dans son uniforme, Sreyneang, 23 ans, revient dix ans en arrière : « En cette année-là, j'avais supplié ma maman de ne pas partir. C'était la terre de nos ancêtres et en plus il y avait plein de plantations. J'étais en classe de 7ème. Je préférais mourir sur place plutôt que de partir. C'était notre terre ancestrale et nos cultures étaient pleines de fleurs et de fruits, comment pouvions-nous les abandonner ? Mais mes parents avaient

peu de connaissances et d'éducation, ils ont eu peur et ont cédé devant les menaces de ces hommes armés, ils nous ont emmenés et sont partis ailleurs ».

« Amener la lumière et l'espoir à mon village »

En cette année 2014, Sreyneang devait faire son mémoire de fin d'études en licence de droit. Son passage à Phnom Penh, ses études dans une université, la possibilité de s'informer, tout cela a rapproché encore plus Sreyneang de la vie de sa communauté, et surtout de sa famille qui était victime de confiscation de ses terres, et n'a pas pu se défendre par manque d'éducation.

Sreyneang a alors pris une décision : « Je fais tout mon possible pour amener la lumière et l'espoir à mon village, et à toutes les communautés ethniques afin d'empêcher qu'elles ne subissent des abus et des violations de leurs droits ».

Ren Rottanak

Mal protégées, les sont menacées

L'arrivée des entreprises privées, via les concessions économiques accordées par le gouvernement cambodgien, prive les Bunong de leurs forêts ancestrales. Cette perte modifie en profondeur les pratiques religieuses de cette minorité ethnique.

Sriev Thy, un Bunong de 42 ans, conduit sa moto jusqu'à une vaste étendue de la commune de Pou Lung, dans le district de Pichreada. Dans un khmer approximatif, il explique qu'à la place de cette terre défrichée se trouvait autrefois la forêt de ses ancêtres, où tous les gens de sa communauté étaient enterrés. Mais depuis quatre ans, la société française Socfin s'est appropriée cette forêt communautaire et a fait table rase de son usage traditionnel.

Bien décidés à ne pas se laisser déposséder ainsi de leur us et coutumes, certains membres de cette minorité ethnique sont résolus à réagir. A l'instar de Sriev Thy : « Nous ne pouvons pas l'abandonner, car elle nous nourrit : nous y trouvons des lianes, du gibier et des fruits. Et plus les arbres seront hauts et nombreux, plus les générations futures pourront en tirer un meilleur profit. Ce qui n'est pas le cas actuellement. »

Sriev Thy constate avec amertume que cette disparition de leur forêt ancestrale a aussi des conséquences néfastes sur la culture Bunong : « Nous avons toujours vécu en adéquation avec nos traditions dans ces montagnes. Si notre environnement disparaît, nous ne pouvons plus enseigner nos coutumes à nos jeunes : comment choisir les plantes médicinales, comment demander de l'aide à nos dieux, où trouver du bois adapté à la fabrication de nos ustensiles... »

La forêt ancestrale des Bunong a été détruite par une entreprise privée via un vaste projet de développement autorisé par le gouvernement. Dans la province de Mondolkiri, le défrichage concerne non seulement le district Pichreada, mais aussi ceux de Kéo Seima,

Koh Nhiek, O Reang et Sen Monorom, soulignent une majorité de Bunong.

Habitant la commune de Bousra, dans le district Pichreada, Monsieur Sing Veun, 56 ans, exprime également ses craintes concernant la disparition des traditions Bunong. Il rappelle que leur forêt communautaire, ravagée et offerte sous forme de concession sociale aux citoyens khmers d'origine musulmane, était auparavant le cimetière des Bunong.

De sa douce voix, il accuse les sociétés étrangères d'avoir profané leurs terres depuis 2006. « Le gouvernement octroie des terrains aux riches, mais pas aux pauvres. Il doit arrêter de donner des concessions économiques pour que nous puissions encore vivre. Sinon, notre identité disparaîtra. »

Evolutions déjà nombreuses

Une crainte fondée que partage Kim Sochea, un Bunong de 30 ans. Avec son nom khmer, il s'improvise souvent guide pour les étrangers en visite dans le village de Bousra. Selon lui, les évolutions sont déjà nombreuses dans la société Bunong : la langue, la religion, les prénoms, la manière d'accoucher ou de manger, les différences d'habillement. Et même l'utilisation des toilettes...

Avec des mots très précis, Kim Sochea raconte qu'autrefois, les Bunong priaient « Phreah Sen ». « Lorsqu'une personne ou un animal était malade, on allait dans la forêt pour faire des offrandes et demander leur guérison aux esprits protecteurs. Mais aujourd'hui, puisque la forêt a disparu, cette croyance s'oublie, et formuler

L'emploi de la langue Bunong diminue, les noms khmers sont de plus en plus donnés aux nouveaux-nés, et l'habit traditionnel est quasiment abandonné

traditions Bunong de disparition



Femme Bunong qui va au marché pour acheter des marchandises. (Leang Delux)

ses vœux aux esprits en suivant la méthode traditionnelle perd de son influence. Beaucoup de Bunong se sont tournés vers Jésus-Christ. » Il remarque aussi la forte tendance actuelle des parents à donner un prénom khmer à leur enfant, « soi-disant parce que la langue khmère est plus facile à écrire et à épeler. »

D'autres changements dans les traditions des Bunong sont aussi à mettre sur le compte de la perte de leurs terres au profit des sociétés étrangères. Sriev Thy a perdu son terrain à cause des concessions économiques. Selon lui, l'arrivée des engins de chantier dans la forêt communautaire exerce une forte pression sur sa communauté. Pour cet homme de 40 ans, lorsque les entreprises obligent les familles Bunong à leur vendre des terrains, la somme récoltée contribue à l'amélioration du niveau de vie des Bunong seulement pour une courte durée. « Dès qu'ils perçoivent l'argent provenant de la vente forcée de leurs terres, ils multiplient également leurs relations avec des Khmers. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'emploi de la langue Bunong diminue, que les noms khmers sont de

plus en plus donnés aux nouveaux-nés, et que l'habit traditionnel est quasiment abandonné. »

Accouchement à l'hôpital

Sur le marché de Sen Monorom, les mères de famille Bunong notent aussi d'autres changements. Son paquet de viande de porc sous le bras et quelques légumes à la main, Madame Reaksmeay affirme que leur nourriture a changé, ainsi que la façon de penser leur habitat, voire leur manière d'accoucher. « Autrefois, nous accouchions à la maison avec l'aide d'une sage-femme traditionnelle. Mais grâce aux campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'accoucher à l'hôpital, cette pratique a évolué. »

Si certains changements dans leur vie quotidienne se révèlent positifs, aucun des Bunong rencontrés ne veut cependant sacrifier ses traditions sur l'autel de cette « modernité ». Tous revendiquent le besoin de conserver leur forêt ancestrale, et leurs espaces pour enterrer leurs morts, afin de faire perdurer leur identité.

Kann Vicheika

Quand les bulldozers les tombes Bunong

Les rituels funéraires des minorités sont bousculés par la perte de leur espace funéraire. Au mépris des superstitions Bunong, les morts cohabitent désormais avec les vivants.

Dans leur tradition, les Bunong enterrent leurs morts dans un cimetière, au plus profond de la forêt. Mais les projets de développement du gouvernement sont venus remettre en cause ces mœurs séculaires : en raison de la réduction de leur territoire et de la profanation régulière de leurs cimetières par les engins des chantiers, les Bunong sont contraints d'offrir des sépultures proches et individuelles à leurs disparus. Ce changement bouleverse les Bunong, qui s'inquiètent de la disparition de leurs coutumes.



Tombe d'un Bunong issu d'une famille pauvre à Pou Taing. (Oung Vut)

Il faut dire que depuis 2008 et la hausse du prix des biens immobiliers dans la région, la vie et le rythme de cette communauté ont été fortement malmenés. La même année, la route nationale menant au Mondolkiri a été terminée, permettant à de nombreux Phnompenhois de venir vivre et investir dans cette province au fort potentiel agricole.

Tombes écrasées

Témoin privilégié de cette évolution, Tchreang Ngeub Pourayborn est le responsable du développement culturel des ethnies de la région et le doyen des Bunong de la ville de Sen Monorom. Dans les forêts communautaires, il a constaté les dégâts causés par les machines de chantier sur les cimetières : tombes déplacées, ossements éparpillés...

Le dos courbé par une vie de labeur aux champs, cet ancien estime que « les projets d'investissement dans la zone empiètent sur l'espace d'enterrement collectif, et oblige même les Bunong à enterrer les dépouilles en dehors de la forêt. Cela est contraire à la tradition ». Le constat est similaire au village de Pou Taing, près de Sen Monorom. Selon Ngeub Buoytit, le chef local, cette perte d'espace forestier pour les funérailles communes modifie profondément les traditions : « Maintenant, on ne voit plus les villageois pleurer pendant deux ou trois jours, avant d'accompagner le cortège de cadavres pour l'enterrement au cœur de la forêt. Seuls les membres de la famille portent le deuil, et enterrent le corps à proximité de leur domicile ».

Sépultures de « pauvres »

Ces changements de cérémonies funéraires sont encore plus profonds qu'il n'y paraît. La perte de la forêt communautaire entraîne une baisse du revenu familial, ce qui oblige les Bunong à écourter une cérémonie habituellement très coûteuse. « Les membres de cette ethnie ne font plus de cérémonie grandiose comme autrefois, avec des offrandes de tête de bœuf ou de buffle et la distribution d'autres matériels, tels que des

réduisent en miettes



Tombe d'un Bunong issu d'une famille riche dans le nouveau cimetière de Laïka. Elle est couverte d'un toit et dotée de nombreux objets représentatifs. (Oung Vut)

articles de cuisine, des lances, des flèches, et des vêtements. Ils s'en tiennent au seul cortège du défunt à l'enterrement, c'est tout ».

L'Etat interpellé

L'aspect visuel de la tombe a aussi changé. Habituellement, la coutume funéraire est organisée de manière très stricte et avec une grande prudence. Ngeub Buoytit souligne que l'on ne passe plus de temps à creuser un tronc d'arbre pour y déposer le cadavre, qu'on ne le recouvre plus d'écorces, de bambous ou de lianes. Idem pour les cadeaux devant l'accompagner dans sa vie. Exit les épées, lances, flèches ou jarres de vin posées sur la tombe, et qui correspondent aux plaisirs du défunt lorsqu'il était vivant. « Du fait de l'appauvrissement des familles, les tombes de pauvres sont entourées d'épines, avec un couvercle en zinc permettant d'éviter les éventuels dégâts causés par les animaux. »

Même les Bunong décédés de mort violente ne sont

plus enterrés dans la forêt profonde –un rituel qui leur sert à conjurer un sort funeste jeté sur le village. La perte de leur espace de vie les oblige à les enterrer également près de leurs maisons.

Jour après jour, les Bunong perdent de plus en plus de libertés. Cette situation inquiète fortement l'Association pour les Droits de l'Homme et le Développement au Cambodge (ADHOC). Et son représentant pour la province du Mondolkiri, Sok Ratha, d'interpeller les autorités sur leurs responsabilités : « L'Etat a tout intérêt à préserver les traditions et les forêts ancestrales des ethnies : cela lui permet de promouvoir un développement durable, et d'éviter la grogne sociale des minorités contre le gouvernement. » Selon ce défenseur des droits de l'homme, la négociation et un règlement pacifique sont les meilleures solutions pour sortir de ce conflit foncier : « Rien ne se fera correctement sans la participation des ethnies ».

Oung Vut

